

Une solution africaine au conflit dans l'Est de la RDC ?

Deutsche Welle, 06.08.2012 Tandis que les rebelles avancent vers Goma, les dirigeants des pays de la région des Grands Lacs discutent à Kampala, en Ouganda, des modalités nécessaires pour mettre sur pied une troupe d'intervention commune. À la mi-juillet dernier, à Addis Abeba, la CIRGL, la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs - dont font partie onze pays africains - a décidé de mettre sur pied une troupe commune neutre, au besoin avec l'aide de l'Union africaine ou des Nations unies. Maintenant à Kampala, il s'agit de concrétiser ce projet. La mission de la future troupe sera avant tout de maîtriser les rebelles du M23 menés par Sultani Makenga et Bosco Ntaganda, qui contrôlent de grandes parties du Nord-Kivu et qui menacent maintenant de prendre la ville stratégique de Goma, la capitale provinciale. Mais vu leurs intérêts divergents, les onze pays africains membres de la CIRGL, (fondée sous la pression des Nations unies comme alliance régionale), auront du mal à s'entendre. Ilona Auer-Frege du Réseau oecuménique allemand pour l'Afrique centrale : « La difficulté de la Conférence des pays des Grands Lacs, c'est que ses membres ont des intérêts trop différents. [...] C'est ce que l'on constate encore dans le conflit actuel : ils sont soumis à la pression des donateurs internationaux qui veulent qu'ils s'entendent, mais d'un autre côté, leurs intérêts sont diamétralement opposés, et c'est donc très, très difficile. » Entre la République démocratique du Congo et le Rwanda, par exemple, les relations sont au plus bas. Le gouvernement de Kinshasa accuse le Rwanda de soutenir la rébellion, alors qu'à Kigali le gouvernement de Paul Kagame dément formellement. Le président assure que son pays est victime d'un complot. Toutefois, lors des premières discussions de la CIRGL, le Rwanda a pu imposer que la future troupe commune n'intervienne pas seulement contre le M23, mais aussi contre toutes les "forces négatives" présentes dans l'est de la RDC, donc aussi contre les restes de la milice des FDLR, un groupe de rebelles rwandais hutus, impliqué dans le génocide de 1994. Le ministre de l'Information de la RDC, Lambert Mende, à ce sujet : « Malheureusement, nos voisins ont toujours estimé qu'il faut combattre les FDLR et ne pas toucher au M23, et nous nous demandons bien pourquoi ! Les gens qui sont tués le sont aussi bien par les FDLR que par le M23 et c'est pourquoi il faut éradiquer ces deux mouvements. Mais il y a eu une évolution à Addis Abeba, car le président Kagame a signé cette déclaration, qui définit aussi le M23 comme force négative. Il y a donc un progrès. » Cependant, la plupart des observateurs pensent que la question d'une troupe d'intervention commune ne restera qu'une déclaration de bonne intention. En 2005 déjà, une force d'intervention avait été décidée par l'Union africaine pour la RDC. Elle n'a jamais vu le jour.